

**MATHIEU FULLA
MARC LAZAR**

**Les socialistes
européens
et l'État**

LES SOCIALISTES EUROPÉENS ET L'ÉTAT

La collection *Monde en cours*
est dirigée par Jean Viard

© Éditions de l'Aube
et Fondation Jean-Jaurès, 2021
www.editionsdelaub.com

ISBN 978-2-8159-4466-3

Mathieu Fulla
Marc Lazar

**Les socialistes européens
et l'État
(xx^e-xxi^e siècle)**

Une histoire transnationale et comparée

*éditions de l'aube
fondation jean-jaurès*

Introduction

S'il est un lieu commun fort répandu en Europe aujourd'hui, c'est bien celui qui associe les socialistes à la puissance de l'État, et par conséquent à une fiscalité élevée. Cette accusation d'étatisme n'est en rien nouvelle : elle occupe une place de choix dans la litanie des critiques adressées au socialisme depuis près de deux siècles. L'émergence de la notion d'État providence dans le contexte des révolutions de 1848 constitue ainsi le premier théâtre d'une controverse appelée à devenir récurrente :

Les révolutionnaires sont de grands prometteurs. Ils annoncent des combinaisons gigantesques, des systèmes fabuleux qui doivent porter partout l'abondance et, suivant le vœu d'Harpagon, ils comptent faire bonne chère au peuple à bon marché, car il faudra peu d'impôts à cet État providence

qui prendra pour lui tous les soucis, toutes les sollicitudes, toutes les prévisions laborieuses, et nous préparera à une vie bien arrangée où nous rencontrerons, sans avoir besoin de le chercher, tout ce qui est nécessaire à notre existence, tout ce qui peut la charmer et l'embellir, et où nous n'aurons plus qu'à nous laisser faire. Les révolutionnaires, quand les révolutions ne sont pas encore faites, ont un secret merveilleux à l'aide duquel ils doivent enfler démesurément le budget des dépenses et supprimer tout à fait celui des recettes. Les révolutions faites, il faut dresser leur bilan, chercher, découvrir leur actif, additionner leur passif. Maintenant, nous en sommes là¹.

Ce réquisitoire, publié dans un journal proche du « parti de l'Ordre » français à un moment où le tournant conservateur de la II^e République ne fait plus de doute, présente un air de famille avec les critiques contemporaines proférées par les partis de droite, les libéraux et les élites patronales à l'encontre de socialistes accusés d'entretenir une société de l'assistanat.

1. *L'Assemblée nationale*, 7 novembre 1849, cité dans François-Xavier Merrien, « Aux origines de l'État-providence », *La Vie des idées*, 8 octobre 2019.

Les adversaires du socialisme ne sont pas les seuls à alimenter la polémique. Dès la seconde moitié des années 1970, de nombreux leaders socialistes et sociaux-démocrates ouest-européens dénoncent le penchant étatiste de leur famille politique. Ils ne souscrivent certes pas au diagnostic de Ronald Reagan selon lequel le gouvernement – et par extension l'État fédéral, dont le président états-unien critique la taille et l'interventionnisme excessif – constitue la cause de la crise économique et non sa solution¹. Toutefois, quelques années plus tôt déjà, des leaders socialistes comme le Premier ministre britannique

1. Discours d'investiture de Ronald Reagan comme président des États-Unis le 20 janvier 1981: « Dans la crise actuelle, le gouvernement n'est pas la solution à notre problème; le gouvernement est le problème [...]. J'ai l'intention de réduire la taille et l'influence de l'*establishment* fédéral et d'exiger la reconnaissance de la distinction entre les pouvoirs accordés au gouvernement fédéral et ceux réservés aux États fédérés ou au peuple. Nous avons tous besoin de nous rappeler que le gouvernement fédéral n'a pas créé les États fédérés; ce sont ces derniers qui ont créé le gouvernement fédéral » (*traduction des auteurs*). La version originale de ce discours est disponible sur le site de l'École de politique appliquée de l'université de Sherbrooke au Québec.

James Callaghan rompent avec l'idée qu'un État interventionniste, au sens keynésien du terme, constitue un levier suffisant pour garantir la prospérité et la justice sociale :

Ce monde confortable qu'on nous annonçait durer pour l'éternité, ce monde où le plein-emploi serait garanti par un simple trait de plume du ministre des Finances, des réductions d'impôt et le déficit budgétaire, ce monde confortable n'existe plus¹.

L'objectif endossé par une part croissante des élites des partis socialistes européens est celui d'une « modernisation » de l'État, entendue comme la nécessité d'adapter ce dernier à la mondialisation accélérée des échanges et des flux de capitaux. Le plaidoyer pour la démocratisation de la puissance publique, dominant dans le discours de ces partis depuis la Première Guerre mondiale, se trouve relégué au second rang. À la veille des élections européennes de juin 1999, le Premier ministre

1. « *The cosy world we were told would go on for ever, where full employment would be guaranteed by a stroke of the Chancellor's pen, cutting taxes, deficit spending, that cosy world is gone* », discours de James Callaghan au congrès du Parti travailliste à Blackpool en octobre 1976.

britannique Tony Blair et le leader de la social-démocratie allemande Gerhard Schröder présentent la version théorique la plus assumée – et la plus opérationnelle politiquement – de cette grande transformation du rapport entre le socialisme démocratique et l'État :

Il est [...] nécessaire d'apporter une approche moderne au niveau du gouvernement :

- L'État doit tenir le gouvernail et non les rames : relever les défis plutôt que contrôler. [...]
- Dans le secteur public, il faut réduire la bureaucratie à tous les niveaux, formuler des objectifs en termes de résultats, contrôler rigoureusement la qualité des services publics et faire la chasse au manque de performance¹.

La publication de ce « manifeste Blair-Schröder » suscite des critiques, par exemple dans le Parti socialiste français. Mais l'approche de l'État qu'il promeut

1. « Propositions de Gerhard Schröder et de Tony Blair », 8 juin 1999, reproduites dans Laurent Bouvet, Gilles Finchelstein, Jacques-Pierre Gougeon, Jean Pisani-Ferry, Marisol Touraine et Henri Weber, *Blair-Schröder. Le texte du manifeste, les analyses critiques*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, août 1999.